

L'incroyable garde à vue de 70 agriculteurs picards venus manifester à Paris

 bvoltaire.fr/lincroyable-garde-a-vue-de-70-agriculteurs-picards-venus-manifester-a-paris

Marc Baudriller

17 décembre 2021



Sur la photo du journal *L'Action agricole picarde* (article daté du 16 décembre), on distingue un bus siglé Police muni de deux gyrophares à l'avant et, devant le portail du Conseil d'Etat face au Louvre à Paris, un modeste amoncellement de paille. Le mardi 14 au matin, au moment où la photo est prise, une centaine d'agriculteurs manifestent à l'appel de leur syndicat, la FNSEA Bassin parisien. Une réglementation tatillonne leur interdit de traiter leurs champs autour des bâtiments construits. Ces zones appelées ZNT, pour Zones de non-traitement, gênent leur travail, estiment-ils. « *Dans le Nord-Pas-de-Calais, en Picardie, en Ile de France, l'habitat dispersé ne facilite pas le travail des agriculteurs* », confirme Marie-Françoise Lepers, la secrétaire générale de la FDSEA de la Somme qui faisait partie des manifestants, interviewée dans le journal *L'Action agricole picarde*. Le Conseil d'Etat avait demandé en juillet le renforcement de ces ZNT poussées par les lobbies verts. « *Nous essayons de travailler en bonne intelligence avec les autorités locales, les différentes administrations régionales, notamment grâce aux chartes de riverains, et le Conseil d'Etat vient casser tout ce travail* », explique Marie-Françoise Lepers.

Cette profession soumise aux attaques et intrusions violentes et illégales des organisations écologistes internationales très bien financées épaulées par des stars de la télévision, aux vols et aux dégradations de malfrats et à une crise économique qui a décimé nombre d'agriculteurs, en fait un des métiers les plus touchés par les suicides. Les agriculteurs, si essentiels à la vie de nos territoires et à la vie des Français qu'ils nourrissent, pouvaient espérer une sollicitude minimum. La manifestation n'était pas déclarée mais « *l'ambiance était bon enfant et nous avons pris soin de ne rien dégrader* », assure Marie-Françoise Lepers. *Boulevard Voltaire* a contacté la préfecture de police de Paris qui n'a pas encore donné suite à nos questions.

Selon la responsable syndicale, la manifestation prévue à 6 heures du matin se déroule sans encombre jusqu'à ce que des élus syndicaux sont partis discuter avec les forces de l'ordre. Ils « *ont été mis à l'écart manu militari et cela a jeté un froid* », raconte-t-elle. Les forces de l'ordre encerclent alors le groupe, contrôlent les identités et embarquent

quelque 70 agriculteurs dans différents commissariats parisiens. Placés en garde à vue, les agriculteurs, parmi lesquels Marie-Françoise Lepers, sont placés en cellule, privés de leurs lacets, de leurs papiers et de leurs téléphones. Embarqués vers 8 heures, ils ne sortiront qu'en fin d'après-midi. « *C'est une expérience que je ne souhaite pas revivre et que je ne souhaite à personne* », avoue la responsable syndicale.

L'Action agricole picarde rapporte le témoignage d'un agriculteur placé en garde à vue : « *Je me suis retrouvé en slip pour une palpation. Puis nous avons été conduits dans des box où je ne mettrais pas mon chien tellement l'odeur est forte* », explique-t-il. Ils sont six à sept dans la pièce. « *Je me suis retrouvé avec un gars qui dormait dans son vomi dans des couvertures souillées* ». Il poursuit : « *A la fin de la journée, il y avait de la condensation sur les murs, l'air était devenu irrespirable. J'espère que je n'ai pas attrapé une cochonnerie là-dedans* ». Les agriculteurs redoutent les suites judiciaires.

Une manière forte assez curieuse vis-à-vis de ces patrons français – on oublie souvent que les agriculteurs sont des chefs d'entreprise -, pendant que les trafiquants de drogue et autres Antifas violents dorment paisiblement dans leur lit. Et un choix dans l'utilisation de la police et de la justice par l'Etat sous la présidence Macron.

© Copyright 2007-2021 Boulevard Voltaire